

« “Davantage d’Europe” n’est pas la solution »

EUROPE Yanis Varoufakis dresse le « véritable Etat de l’Union européenne »

► L’Europe est en crise – politique, économique et culturelle.

► « Ou bien l’Union se démocratise ; ou bien elle se désintègre », prévient Yanis Varoufakis, l’ancien ministre grec des Finances.

ENTRETIEN

M ercredi prochain, Jean-Claude Juncker prononcera à Strasbourg son « discours sur l’Etat de l’Union ». DiEM 25, le mouvement citoyen paneuropéen co-fondé par Yanis Varoufakis, l’ancien ministre grec des Finances, a décidé de brûler la politesse au président de la Commission. Ce samedi, à Bruxelles, à Bozar, les militants, notamment belges, débattront du « véritable état de l’Union ». Yanis Varoufakis sera de la partie. Dans l’entretien qu’il a accordé au *Soir*, il livre les motivations d’un combat qu’il poursuit au niveau européen, après la capitulation de Syriza en juillet 2015 et son départ du gouvernement grec.

Quelle est votre vision de l’état de l’Union. Vous la disiez, l’an passé, dans « un stade de désintégration avancé. » Est-ce toujours votre analyse ?

Mon opinion n’a pas changé. L’Union européenne connaît une crise grave du point de vue économique et politique ; et de plus en plus – je le crains – du point de vue culturel. La désintégration, dont le Brexit n’est qu’une des manifestations, se poursuit à grande vitesse. Le processus a atteint un degré tel que la plupart des Européens sont désormais profondément insatisfaits par l’Union et ses institutions. Et nous assistons à un incroyable spectacle où l’establishment européen célèbre, contre toute évidence, la fin de la crise. La déconnexion entre ce discours et la réalité est frappante.

La reprise économique, qui (enfin) semble s’accélérer, fût-ce modérément, n’indique-t-elle pas que l’Europe sort progressivement de la crise ?

La Grèce est dans une situation de grande dépression : des dizaines de milliers de jeunes quittent le pays chaque année ; la dette – publique et privée – est insoutenable, etc. Mon pays n’est pas prêt de renouer durablement avec la croissance. De son côté, l’Italie, dont le système bancaire est lesté de « mauvaises créances », ne pourra pas assu-

rer le service de sa dette publique quand la Banque centrale européenne (BCE) aura mis fin à ses rachats d’actifs. En Espagne, la croissance est soutenue par l’endettement privé – dans une dynamique tout à fait similaire à celle qui a causé la crise dans ce pays il y a une dizaine d’années. En réalité, la reprise de la demande mondiale cache l’incapacité de l’Europe à renouer par ses propres moyens avec une croissance durable et auto-entretenue.

La chancelière allemande Angela Merkel, qui devrait remporter les élections à la fin du mois, et Wolfgang Schäuble, son ministre des Finances, semblent aujourd’hui prêts à accepter un approfondissement de l’union monétaire, avec notamment la nomination d’un ministre des Finances de la zone euro. N’est-ce pas la preuve que les temps changent, que les Etats membres peuvent s’entendre pour aller de l’avant ?

Je donnerais n’importe quoi pour partager ce point de vue. Mais j’ai bien peur qu’il repose sur un grave malentendu. Emmanuel Macron a proposé à Angela Merkel un compromis très simple : en échange de la « germanisation » du marché du travail français, via les réformes qui viennent d’être annoncées, l’Allemagne accepterait une certaine fédéralisation de la zone euro, qui serait dotée d’un budget commun, d’un ministre des Finances, etc. Rapidement, la réponse allemande est tombée : il n’y aura pas de budget commun, pas de mutualisation, même partielle, des dettes publiques. M. Schäuble propose de transformer le Mécanisme européen de stabilité (MSE) en Fonds monétaire européen. Je sais comment fonctionne le MES. Quand vous lui empruntez de l’argent, vous devez passer sous la surveillance de la « troïka » (NDLR : Yanis Varoufakis fait référence au trio formé par la BCE, la Commission et le Fonds monétaire international, qui a imposé de très dures conditions au sauvetage des pays en difficulté de la zone euro). Ce que souhaite M. Schäuble – je le sais, il me l’a dit – c’est mettre la France sous surveillance. Son ministre des Finances de la zone euro serait un super-commissaire au Budget, doté d’un droit de veto sur les budgets nationaux. Ce n’est pas la solution. C’est prétendre guérir un malade en lui donnant une dose plus importante de poison. Mais c’est en effet « plus d’Europe » – plus de cette Europe toxique,

plus de cette Europe qui tourne les Européens les uns contre les autres, plus de cette Europe qui n’est pas démocratique.

Pour vous, « plus d’Europe » n’est pas la solution ?

L’Union n’a pas été construite comme un système démocratique, mais comme une bureaucratie, où les décisions sont prises dans le dos des peuples, en l’absence de contrôle effectif des parlements nationaux. L’Eurogroupe, qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, est informel ; il n’a pas d’existence dans les traités ; il n’est pas transparent, il ne publie pas les minutes de ses réunions ; il ne doit obéir à aucune règle. C’est l’antithèse de la démocratie. Plus de cette Europe-là ne peut pas conduire à plus de démocratie.

Que faire alors ?

La première chose à faire, la plus urgente est de redéfinir les politiques économiques dans le cadre des institutions existantes. Utiliser la Banque centrale européenne, le MES et la Banque européenne d’investissement (BEI), d’une part pour restructurer les dettes publiques et privées ; et d’autre part, pour relancer les investissements. Nous avons ainsi proposé que les montants colossaux injectés chaque mois par la BCE (NDLR : 60 milliards d’euros) soient consacrés à l’achat des obligations de la BEI, qui pourrait ainsi financer un grand programme d’investissement dans l’éducation, la santé, les infrastructures, la transition énergétique. Cela, nous pouvons le faire immédiatement. Ensuite, il reviendra aux citoyens européens de se mettre autour de la table pour discuter, collectivement et démocratiquement, du modèle d’Union, de fédération dont nous avons besoin et de rédiger une constitution européenne qui remplacera les traités actuels – contribuer à cette démocratisation de l’Union est l’objectif de DiEM25.

On vous répondra que votre projet est utopique, parce qu’il n’existe pas de peuple européen, de « demos » européen...

Aucune nation ne s’est érigée sur un peuple qui aurait préexisté. Nous, les Grecs, nous avons lutté pour créer un peuple après la révolution contre les Ottomans. Les Anglais, les Gallois, les Ecossais et les Irlandais ont lutté pour créer un peuple britannique. Et ainsi de suite... La création d’un peuple, d’un

**« L'Union n'a pas
été construite
comme
un système
démocratique,
mais comme une
bureaucratie »**

« demos » se réalise au travers de l'action collective. Si les Européens se mettent autour de la table pour rédiger une constitution démocratique commune, c'est au travers de ce processus qu'un peuple européen pourra se constituer. ■

Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNIS

Yanis Varoufakis

Yanis Varoufakis est né à Athènes en 1961. Économiste, diplômé de l'Université d'Essex, il a enseigné aux États-Unis (Université du Texas, à Austin), en Australie (Université de Sydney) et en Grande-Bretagne, ainsi qu'à l'Université d'Athènes, où il est toujours professeur. Sollicité par Alexis Tsipras, le leader du parti de gauche radicale Syriza, l'économiste est élu député lors des élections anticipées du 25 janvier 2015, et devient deux jours plus tard ministre des Finances. Il démissionne après l'acceptation par Alexis Tsipras d'un nouveau programme d'austérité. En février 2016, Yanis Varoufakis fonde, avec le philosophe croate Srećko Horvat, DiEM25, un mouvement citoyen paneuropéen. Dans « Adults in the Room. My Battle With Europe's Deep Establishment », qui sort en version française au début du mois d'octobre aux éditions Les Liens qui Libèrent, Yanis Varoufakis raconte son combat au sein de (et contre) l'Eurogroupe durant le premier semestre 2015.